

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 4 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach**

PORT RHENAN DE VOLGELSHEIM - NEUF BRISACH  
68600 Volgelsheim

Références : 0006700695\_2023\_07\_21\_Gustave\_Muller\_VIIC\_PPC  
Code AIOT : 0006700695

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juillet 2023 dans l'établissement GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach implanté Port Rhénan de Volgelsheim – Neuf Brisach à 68600 Volgelsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du respect des échéances induit par l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 3 mars 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach
- PORT RHENAN VOLGELSHEIM - NEUF BRISACH - 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GUSTAVE MULLER exploite sur le port de Volgelsheim – Neuf Brisach, un ensemble d'installations composées de silos à céréales (40 000 tonnes maximum), de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** suivi des échéances suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 mars 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rapport de vérification des installations foudres	AP de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1	Avec suites Mise en demeure	Astreinte journalière	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des installations à destination des services de secours	AP de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1	Avec suites Mise en demeure	Sans objet
2	Lutte contre l'incendie - Puits d'aspiration	AP de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1	Avec suites Mise en demeure	Sans objet
3	Lutte contre l'incendie – maintenance	AP de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1	Avec suites Mise en demeure	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au vu des éléments transmis par l'exploitant, l'Inspection n'a pas pu constater un retour à la conformité du système de protection foudre de l'installation depuis la mise en demeure du 03 mars 2021.

Compte tenu de cette non-conformité persistante et conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au préfet du Haut-Rhin un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte journalière, sans différé de paiement, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 03 mars 2021.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Plan des installations à destination des services de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lors de la visite d'inspection du 15/12/2020</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

" La société Gustave Muller [...] est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises à Volgelsheim, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants :

Article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2016 :

[...] Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication ;
    - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
    - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié ;
    - les moyens de lutte contre l'incendie ;
    - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- [...] "

**Constats :**

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection plusieurs plans de ses installations:

1 - Un plan d'ensemble permettant de localiser:

- les phénomènes dangereux présents sur le site (incendie, explosion et risques pour l'Environnement) ;
- les puits d'aspiration et poteaux d'incendie ;
- les points de rassemblement, les vannes d'isolement et de sectionnement gaz et de coupure générale d'électricité ;

2 - Des plans détaillés par étage, permettant de situer les parois de découplage.

3 – Les plans présents dans son Plan d'Opération Interne (POI) permettant entre autre de situer les accès au site.

A l'analyse de ces documents, l'Inspection a constaté l'absence de localisation:

- des aires d'aspiration aménagées sur le grand canal d'Alsace ;
- des différents accès au site;
- des colonnes sèches ;
- systèmes d'événements présents sur l'installation.

Cependant postérieurement à l'inspection, l'exploitant a fait parvenir le 1er septembre 2023, une nouvelle version du plan d'ensemble de ses installations, permettant de localiser les aires d'aspiration dans le grand canal d'Alsace et les 2 entrées du site, ainsi qu'une vue 3D permettant de situer événements d'explosion, surfaces fragiles éventables et colonnes sèches. Les éléments précédemment cités permettent de conclure sur le retour à la conformité du site.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Lutte contre l'incendie - Puits d'aspiration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 15/12/2020</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>" La société Gustave Muller [...] est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises à Volgelsheim, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants :</p> <p>Article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2016 : Les moyens de lutte incendie suivants sont implantés sur le site : - 6 puits incendie, [...]"</p>
<b>Constats :</b> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a visuellement constaté la présence des 6 puits d'aspiration prescrits.</p> <p>L'accès au puits n°5 était rendu impossible en raison de la présence de ronces. L'exploitant a transmis en date du 03/08/2023, les éléments (photos) permettant de justifier du nettoyage des abords de ce puits, ce qui permet de conclure sur le retour à la conformité du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Lutte contre l'incendie - maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie - maintenance des moyens
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 15/12/2020</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>" La société Gustave Muller [...] est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises à Volgelsheim, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants :</p> <p>Article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2016 : Les moyens de lutte incendie suivants sont implantés sur le site : - 6 puits incendie, [...] doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'Inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. [...]"</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la mise en demeure du 3 mars 2021, l'exploitant a transmis à l'Inspection, la facture relative au dessablage de ses puits d'aspiration (facture n° 2021/004 du 26 février 2021). L'exploitant n'a cependant pas pu justifier d'une vérification de ses puits d'aspiration au cours de l'année 2022.</p> <p>Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport "Niveaux nappes et ensablage puits d'aspiration incendie", daté du 10/08/2023 ainsi que le compte-rendu d'intervention du prestataire en charge de l'entretien de ces puits d'aspiration (rapport du 18/08/2023). Ce compte-rendu conclut, après vérification, au bon état des puits d'aspiration et à l'absence d'ensablage.</p> <p>Au vu des éléments cités ci-dessus, l'Inspection peut conclure sur le retour en conformité du site.</p>
<p><b>Observation :</b></p> <p>Par courriel du 1er septembre, l'exploitant a signalé à l'Inspection que l'entretien serait dorénavant confié au prestataire ayant réalisé l'entretien du 18/08/2023 et qu'une mesure annuelle des niveaux dans les puits serait réalisée en interne avant l'opération de curage. Les résultats seront retranscrits dans le rapport "Niveaux nappes et ensablage puits d'aspiration incendie".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Rapport de vérification des installations foudres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport de vérification des installations foudres</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lors de la visite d'inspection du 15/12/2020</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Mise en demeure</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" La société Gustave Muller [...] est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises à Volgelsheim, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants :</p> <p>Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : [...] Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à cette non-conformité initialement constatée lors de la visite d'inspection du 15/12/2020, ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 3 mars 2021, l'exploitant a transmis à l'Inspection une facture (référence n°25207262 du 26 février 2021) relative à la remise en état de son Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage (PDA) n°2 (silo 4 à 8), mais n'a pas fourni d'éléments relatifs à la mise en conformité du PDA n°1 (stockage engrais).</p> <p>Postérieurement au contrôle du 21 juillet 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection, le rapport de vérification foudre n° 00652947 du 24 mars 2021. A l'analyse de ce rapport, l'Inspection constate que les parties actives des têtes des PDA n'ont pas été vérifiées et que le rapport ne statue pas sur la conformité du système de protection foudre de l'installation.</p>

Le 02/08/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection, le dernier rapport de vérification de ses paratonnerres à Dispositif d'Amorçage (visite du 13/03/2023). L'Inspection constate que ce rapport fait état d'un dysfonctionnement de la partie active du PDA n°2.

Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative est joint au présent rapport.

Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II- 5° du code de l'Environnement.

#### **Observations:**

L'exploitant a transmis à l'Inspection un bon de commande (n° 23005021 du 10/05/2023) visant la réfection de son installation protection foudre. Aux dires de l'exploitant, la prestation devrait se dérouler en septembre 2023.

Il est rappelé à l'exploitant qu'au delà des travaux de réfection prévus, il est attendu de sa part, une justification du bon fonctionnement de son système de protection contre la foudre.

Par ailleurs la suppression du PDA n°1 couvrant le stockage d'engrais, envisagée par l'exploitant, ne peut pas être mise en œuvre, les systèmes de protection contre le risque foudre devant couvrir l'ensemble des installations à risque d'incendie, au regard de la dernière Etude De Dangers du site (EDD de 2013).

En effet, après analyse de l'EDD, il apparaît que la foudre est mentionnée comme potentiel élément initiateur d'un arc électrique dans le schéma papillon "décomposition d'engrais" (stockage d'engrais - page 95) et que des mesures mentionnées pour s'en prémunir et indiquées "Protection foudre" sont mises en avant par l'exploitant pour réduire les probabilités d'occurrence des scénarios d'accidents identifiés dans l'EDD des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte journalière